



WORM BULLETIN

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales



Numéro 123 - Octobre 2007

NOTRE OPINION

- Les plantations d'arbres à pâte : tous les chemins mènent à Rome

LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

- Argentine : l'exploitation forestière, la malnutrition et la mort au Chaco
- Cameroun : des forêts communautaires au milieu d'un océan d'exploitation forestière industrielle
- Équateur : grande victoire contre l'industrie minière dans la région d'Intag
- Honduras : pourquoi nous défendons la forêt
- Laos : les barrages sur le Sekong vont anéantir le Cambodge
- Paraguay : la lutte des Ayoreo isolés du Chaco paraguayen pour que la forêt ne s'éteigne pas
- Amérique latine : l'assemblée de Redmanqlar Internacional

LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBR

- Brésil : les femmes et les eucalyptus, histoires de vie et de résistance
- Colombie : du bois de conflit au label FSC ?
- Kenya : Pan Paper prévoit d'élargir ses activités polluantes
- Papouasie-Nouvelle-Guinée : les femmes et le palmier à huile
- Swaziland / Afrique du Sud / Ouganda : l'illusion de stocker du carbone dans les plantations d'arbres part en fumée
- Uruguay : les conditions de travail dans deux pépinières forestières certifiées par le FSC

LES ARBRES GM

- ArborGen : la société de recherche en arbres GM la plus grande du monde prévoit de s'élargir encore
- L'Institut forestier européen choisit d'ignorer les effets sociaux « majoritairement négatifs » des arbres GM

NOTRE OPINION

– Les plantations d'arbres à pâte : tous les chemins mènent à Rome

Chaque fois que l'expression « forêts plantées » est utilisée, on peut la suivre à la trace jusqu'à l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dont le siège est à Rome. Plus cette notion est combattue par les peuples et les ONG qui luttent contre les plantations, plus la FAO s'acharne à la maintenir.

La raison en est simple : la FAO a choisi de se mettre au service des entreprises du Nord qui tirent profit des plantations d'arbres, en particulier celles du secteur de la pâte et du papier. Le fait de présenter les plantations d'arbres en régime de monoculture comme des « forêts plantées » s'est avéré un excellent outil de marketing, qui permet de cacher le désastre écologique et social que comportent ces plantations industrielles de « bois rapide ».

Mais le rôle de la FAO ne s'arrête pas au niveau des définitions. Elle a fortement encouragé l'établissement des plantations de ce genre à partir des années 1950 et elle continue d'en faire autant. Entre 1990 et 1995, elle a même soutenu en Chine la recherche sur les arbres génétiquement modifiés, qui a abouti plus tard à la plantation massive et incontrôlée de peupliers GM dans ce pays.

Le dernier exemple de cette démarche de la FAO est l'adoption des « Directives volontaires pour la gestion responsable des forêts plantées », qui sont maintenant à l'étape de leur application au niveau des pays.

Quel est l'objectif de ces directives ? Même avant de les lire, il est évident qu'elles visent à encourager l'expansion des plantations pour l'industrie de la pâte. Il suffit de voir, par exemple :

– La photo de couverture du rapport : elle montre un « Paysage de forêts plantées, Bahia, Brésil, avec l'aimable autorisation de Veracel Company, Brésil ». Les effets négatifs des plantations de cette entreprise en particulier sur la société et l'environnement sont bien documentés, et la population locale fait campagne contre eux. En choisissant cette image pour son rapport, la FAO est en train de cautionner ces plantations et d'autres pareillement destructrices qui sont remises en question dans le Sud.

– Les remerciements : le rapport dit que « la FAO souhaite remercier ses principaux partenaires dans la préparation des concepts et des projets initiaux ». Les partenaires mentionnés parmi les associations du secteur privé ont tous des rapports avec l'industrie de la pâte et du papier : « Conseil international des associations des forêts et du papier, Association brésilienne pour le papier et la pulpe/Sociedade Brasileira de Silvicultura, Association américaine de la forêt et du papier, Confédération des industries européennes du papier, Association portugaise de l'industrie du papier, Association japonaise du papier/Centre japonais des plantations outre-mer pour le bois de papier, Corporación Nacional de la Madera – Chili, Fédération suédoise des associations de propriétaires forestiers et Association néo-zélandaise des propriétaires forestiers privés ». Pourquoi ces associations d'entreprises auraient-elles collaboré avec la FAO dans le processus de préparation, si elles ne prévoyaient pas que les directives résultantes allaient les avantager ?

– Les absences : les « remerciements » ne mentionnent pas une seule organisation du Sud. Les principaux détracteurs des plantations sont en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Ainsi, la FAO a choisi d'exclure les voix critiques de ceux qui se seraient certainement opposés à des directives destinées à promouvoir les plantations de « bois rapide », celles dont l'industrie de la pâte a besoin.

La bibliographie : aucun document critiquant les plantations n'y est mentionné. Dans le cas du WRM, la FAO a décidé d'ignorer non seulement les innombrables articles, fondés sur les témoignages des populations locales, que nous avons divulgués au cours des dix dernières années, mais aussi les rapports des recherches sur les plantations que nous avons menées au Brésil, au Cambodge, au Chili, en Équateur, en Indonésie, au Laos, en Afrique du Sud, au Swaziland, en Thaïlande, en Ouganda et en Uruguay. Le fait qu'elle ait fermé les yeux à ces constatations et à d'autres preuves documentées des effets des plantations prouve que son rôle est de défendre les intérêts des entreprises dans ce domaine.

Les phrases suivantes, extraites des directives, sont elles aussi très révélatrices :

« Les gouvernements doivent créer les conditions favorables pour encourager les entreprises investisseuses et les investisseurs de moyenne et petite tailles à faire des investissements à long terme dans les forêts plantées et à

produire un retour favorable sur investissement. » « ... les gouvernements doivent faciliter un environnement de conditions économiques, juridiques et institutionnelles stables pour encourager les investissements à long terme »

Cela n'est pas nouveau. Beaucoup de gouvernements du Sud ont déjà créé ces « conditions favorables », en application des recommandations de la FAO, de la Banque mondiale, de la Banque asiatique de développement, de la Banque latino-américaine de développement, d'institutions bilatérales telles que JICA, GTZ et d'autres, qui ont toutes eu « un retour favorable » pour l'industrie de la pâte et du papier et des « retours » très douloureux pour les populations et leur environnement.

L'industrie de la pâte est en train de migrer vers le Sud et elle prévoit d'augmenter de 25 millions de tonnes sa capacité de production au cours des cinq prochaines années. Cela veut dire qu'elle aura besoin de grandes étendues de plantations à croissance rapide pour alimenter ses usines. Dans ces circonstances, les « Directives volontaires pour la gestion responsable des forêts plantées » l'aideront à mettre les gouvernements à leur service et à affaiblir l'opposition à son expansion.

Il est donc nécessaire de connaître cette nouvelle menace et de s'opposer à l'application de ces directives au plan national. Il faudrait rappeler à la FAO que sa mission n'est pas de promouvoir les plantations d'arbres mais d'être le « chef de file dans les efforts internationaux de lutte contre la faim ». Du moins, c'est ce qu'on lit sur sa page web.

Du moment que le thème choisi cette année par la FAO pour sa Journée mondiale de l'alimentation (le 16 octobre) est « Le droit à l'alimentation », il paraît nécessaire de rappeler à cette organisation pour l'alimentation et l'agriculture que les plantations d'arbres à pâte ne vont pas faire en sorte que « chaque fille, chaque garçon, chaque femme et chaque homme aient un accès régulier à une nourriture de bonne qualité », alors qu'elles vont sans doute permettre à chaque usine de pâte de recevoir régulièrement une provision suffisante de bois.

Malheureusement, quand on regarde la promotion des plantations d'arbres à pâte on constate que tous les chemins continuent de mener à Rome.

Le texte intégral du rapport de la FAO est disponible sur :
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/009/j9256f/j9256f00.pdf>

[index](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

– Argentine : l'exploitation forestière, la malnutrition et la mort au Chaco

Une vague de froid intense a traversé l'Argentine pendant la première quinzaine de juillet. Dans les terres chaudes de la province du Chaco, où la moyenne annuelle est d'environ 20° C, des températures au-dessous de zéro ont été enregistrées. Cette brusque diminution a mis tragiquement en lumière les dimensions de l'urgence sanitaire et alimentaire que traversent les peuples indigènes toba, mocoví et wichí dans ce district du Nord-Est du pays, dont la santé est minée par la malnutrition, la tuberculose et la maladie de Chagas. Au bout de quelques jours il y avait dix morts ; le 2 octobre ce nombre est monté à 16. La plupart des victimes étaient des Toba, et elles habitaient toutes El Impenetrable, une région boisée qui, depuis un siècle, est soumise au saccage de ses quebrachos, ses caroubiers et ses lapachos et qui disparaît depuis quelques décennies sous la poussée des bulldozers et du feu aux mains de ceux qui recherchent la forte rentabilité de la culture du soja.

À partir de 1995, la province a commencé à vendre la plupart de ses terres domaniales qui, à l'époque, s'étendaient sur 3 millions d'hectares ; à l'heure actuelle, il n'en reste que 580 000. Ces terres ont été vendues à de grands propriétaires qui, par la suite, les ont défrichées. L'organisation pour les droits de l'homme du Chaco dénommée

'Centro de Estudios Nelson Mandela' avait dénoncé, en novembre 2006, que la Direction des forêts de la province avait démantelé ces dernières années sa structure administrative et opérative. « La politique de l'État est de laisser faire et de laisser passer. La loi est lettre morte. Le Décret 1341, qui suspendait la délivrance de permis de défrichage tant que l'aménagement territorial du Chaco ne serait complété, n'est appliqué ni respecté. Non seulement le déboisement continue, il est de plus en plus intensif. Un panorama scandaleux, où règnent la destruction et l'impunité », avait averti cette organisation dans une déclaration publique, le 20 octobre 2006.

Ce processus a touché surtout El Impenetrable, qui s'étend à l'Ouest de la province et qui est le territoire ancestral des Toba et des Wichí. La disparition de la forêt a eu pour conséquence la disparition des protéines animales et végétales du régime alimentaire de ces peuples. « Le caroubier symbolise presque tout, car c'est dans ses fruits que les populations indigènes trouvaient la plupart des protéines de leur régime ; depuis qu'il est devenu rare, elles mangent de la graisse, de la farine, parfois quelques nouilles, pas toujours ; du riz, de moins en moins ; et de la viande, presque jamais. Ce régime a provoqué chez eux la dénutrition, la malnutrition, l'hypertension, le diabète. La dénutrition ou la malnutrition, dues au fait de n'avoir jamais suffisamment à manger et encore moins d'aliments nutritifs, les a exposés aux maladies infectieuses, à la tuberculose et à la maladie de Chagas », a dit Rolando Núñez, coordinateur du Centre Mandela, dans une interview au mois d'août.

Depuis avril de l'année dernière les peuples toba, wichí et mocoví n'arrêtent pas de dénoncer cette situation et exigent au gouvernement de la province l'adoption de politiques publiques. Ils ont même bloqué des routes, campé devant le siège du gouvernement local et fait une grève de la faim. Après des décennies de silence, ce « soulèvement », comme ils l'appellent, a mis en lumière la pauvreté extrême et la discrimination que subissent les quelque 60 000 indigènes du Chaco. Ils sont sortis de l'ombre, mais les accords passés avec le gouvernement en août 2006 n'ont pas été respectés.

La situation d'urgence extrême de ces communautés a été dénoncée par le Défenseur du Peuple, qui a déposé une plainte auprès du Haut Tribunal de Justice contre les gouvernements national et provincial, considérés comme responsables. Trois mois sont passés depuis le début de la vague de morts, mais les autorités se sont contentées de mettre en place des plans d'aide alimentaire temporaire, sans s'occuper des causes du problème.

Hernán Scandizzo, Colectivo Pueblos Originarios – Indymedia Argentine, originarios-arg@indymedia.org – www.argentina.indymedia.org/pueblos.

[index](#)

– Cameroun : des forêts communautaires au milieu d'un océan d'exploitation forestière industrielle

J'ai visité le Cameroun en décembre 2006, et je m'y suis rendu encore en septembre 2007. Les deux fois j'ai été choqué par la quantité de camions chargés de grands troncs d'arbres tropicaux qu'on pouvait voir sur presque toutes les routes. La plupart étaient acheminés vers les ports d'où ils allaient être exportés, sans traitement aucun, surtout vers les pays du Nord.

En voyant ces « forêts anciennes sur roues » qui voyageaient sur les routes je me suis rappelé le livre d'Eduardo Galeano, « Les veines ouvertes de l'Amérique latine ». Dans ce cas, il s'agissait des veines ouvertes de l'Afrique centrale (Cameroun, Congo, République démocratique du Congo, Gabon), et les troncs représentaient la vie des forêts et des peuples d'Afrique, drainée pour être consommée dans le Nord.

Au Cameroun, l'extraction de bois est faite à l'échelle industrielle par de grandes entreprises, nationales et étrangères, axées sur l'exportation et liées aux capitaux étrangers. Paradoxalement, le pays semble être, sur le papier, assez progressiste en matière de gestion forestière communautaire. Dans ce sens, une loi sur la foresterie communautaire, adoptée en 1994, permet aux communautés de gérer leurs propres forêts (quoique limitées à 5 000

hectares), en passant un contrat d'une durée de 25 ans avec le ministère de l'Environnement et des Forêts.

Pourtant, le gouvernement continue de soutenir l'exploitation industrielle, lucrative et destructrice, sans aucune intention apparente de la remplacer par la gestion communautaire des forêts. La visite d'une forêt communautaire m'a permis de le constater.

Le 12 septembre, nous avons visité la forêt communautaire de la COVIMOF (Communauté villageoise de Melombo, Okekak, Fakele 1 et 2, Ayos et Akak). La première chose que nous avons apprise est que le processus d'approbation de la gestion communautaire est très lent. Dans ce cas, les cinq communautés concernées ont commencé les démarches en 1996, et en 2004 seulement elles ont réussi à remplir toutes les conditions pour l'approbation et la signature de l'accord légal nécessaire. Elles se plaignent que même maintenant, lorsqu'elles présentent le plan d'aménagement annuel, le ministère met des mois à l'approuver, de sorte qu'il ne leur reste qu'une courte période d'un ou deux mois pour le mettre en œuvre.

La deuxième leçon est que les communautés doivent se protéger elles-mêmes contre la coupe illégale dans leur forêt. Pendant qu'elles attendaient l'autorisation nécessaire pour commencer les opérations forestières, un groupe de bûcherons clandestins a commencé à couper des arbres dans leur forêt. Les autorités compétentes en ont été informées mais n'ont pas réagi. Plus tard, les bûcherons sont revenus avec des machines lourdes et ils ont entassé les troncs au bord de la route. On a montré des photos et des vidéos de l'opération aux autorités locales, mais rien ne s'est passé. Finalement, les troncs ont été chargés sur des camions et emportés sans aucun problème, passant en chemin par un poste de contrôle forestier gouvernemental.

La restauration de la forêt est encore une activité que les communautés doivent faire sans l'aide du gouvernement. Cette forêt communautaire avait déjà été « écrémée » des meilleurs arbres au moment d'une exploitation antérieure. Les gens de la zone sont maintenant en train de replanter des arbres indigènes, mais ils le font sans aucun soutien gouvernemental. Ils ont installé une petite pépinière où ils produisent près de 5 000 plants de douze essences différentes. L'année dernière, ils ont planté plus de 1 000 arbres, avec l'aide du CED (Centre pour l'environnement et le développement) et de Greenpeace.

La troisième leçon est qu'ils sont seuls également pour récolter, transporter, industrialiser et commercialiser le bois. Ce n'est pas le gouvernement qui leur apporte le soutien technique et la formation nécessaires, mais des organisations de la société civile comme le CED. Des machines pour transformer les troncs en bois ont été achetées grâce à l'aide des ONG, mais il en faudrait bien davantage pour améliorer le processus d'industrialisation. La commercialisation est difficile et ils sont souvent soumis aux abus des acheteurs. Dans tout cela, le gouvernement n'a aucune participation.

On dirait donc que les forêts communautaires du Cameroun ont besoin d'aide extérieure, comme celle fournie par les ONG. Mais les ONG n'ont pas la capacité de soutenir beaucoup de cas comme celui-ci ; ce sont les organismes gouvernementaux qui devraient s'en charger. Or, la condition indispensable pour que ce soit ainsi est que le gouvernement ait la volonté politique de remplacer l'exploitation forestière industrielle par la foresterie communautaire. La question principale est là, et elle implique de chercher la manière d'introduire les changements nécessaires pour y parvenir. Dans ce sens, les réussites, et même les échecs, des forêts communautaires existantes peuvent être extrêmement utiles.

Dans le cas de la forêt communautaire de la COVIMOF, il est important de souligner que, malgré tous les problèmes, les gens sont fiers et heureux de leurs accomplissements. La plupart font déjà preuve d'une expertise dans certaines activités forestières qu'ils n'avaient pas auparavant. Ils sont décidés à utiliser la forêt de façon durable et à partager équitablement les bénéfices qui en découlent. Avec eux, la forêt a de fortes chances d'être vraiment protégée.

Ricardo Carrere, article rédigé à partir d'observations et d'interviews sur le terrain lors d'un voyage au Cameroun en septembre 2007.

[index](#)

– Équateur : grande victoire contre l'industrie minière dans la région d'Intag

La date du 26 septembre 2007 ne sera pas facilement oubliée en Intag, la zone subtropicale anti-minière du Nord-Ouest de l'Équateur. Après des mois d'attente, le ministère des Mines et du Pétrole a finalement annoncé la suspension des activités minières de la société canadienne Ascendant Copper, titulaire de concessions dans la région. La décision du ministre Galo Chiriboga est fondée sur le fait que l'entreprise a enfreint la loi en commençant ses activités sans avoir demandé les autorisations et les rapports correspondants de la municipalité de Cotacachi.

Cette décision concerne 9 504 hectares de concessions et implique que la société minière ne peut pas faire d'activités d'extraction, d'administration ni de rapprochement de la communauté. Malheureusement, il ne s'agit pas d'une décision définitive ; selon le ministre Chiriboga, elle sera maintenue jusqu'au moment où la société aura renégozié les conditions de son contrat et de sa présence dans la zone. Le gouvernement serait en train d'examiner d'autres concessions également.

Cela montre que les populations peuvent réussir à défendre leur souveraineté et leurs intérêts lorsqu'elles en ont la volonté ferme et que les circonstances politiques leur sont favorables. Des décisions semblables pourraient être prises à l'égard d'autres concessions minières à d'autres endroits du pays.

Au départ, les communautés de l'Intag affectées par le projet minier et par la présence de l'entreprise se sont montrées pessimistes car, comme l'a signalé le conseiller municipal Luis Robalino, originaire de l'Intag, « c'est la quatrième fois qu'on annonce la même chose, mais l'entreprise est toujours dans la région ». Pourtant, les gens sont devenus plus optimistes lorsque les fonctionnaires gouvernementaux sont arrivés pour fermer les bureaux de l'entreprise.

Lors d'une conférence de presse convoquée début octobre pour faire connaître la satisfaction suscitée par la décision gouvernementale, on a évoqué quelques-unes des raisons pour lesquelles la population ne souhaite pas la présence de l'entreprise minière dans la région. D'après l'économiste Auki Tituaña, maire de Cotacachi, le président du Conseil des communautés Polibio Pérez et d'autres leaders de la zone, l'entreprise a eu dès le début l'intention de diviser les communautés pour faciliter son entrée dans la zone et les opérations prévues.

Pendant les trois années qu'a duré la présence d'Ascendant Copper dans la région, il y a eu des incidents avec des paramilitaires qui ont tiré sur les paysans et les paysannes et qui se sont servis de chiens dressés et de gaz lacrymogènes. Il y a eu des intimidations, sous forme de plaintes et de procès, contre une centaine de paysannes et de paysans, pour essayer d'étouffer – sans succès – la résistance. Beaucoup d'entre eux ont été acquittés par les tribunaux de la province d'Imbabura ; aucun n'a été condamné.

De son côté, le maire a dénoncé les rapports de l'entreprise avec « des ex-militaires, des paramilitaires, des mercenaires, des trafiquants de drogue et des politiciens corrompus ». Il a dit aussi : « ils ont pensé qu'en me proposant 60 ou 70 millions de dollars, comme ils l'ont fait un jour, ils allaient obtenir mon appui, mais mon prix est bien plus élevé, c'est le prix de la mine » (d'après le directeur d'Ascendant Copper Francisco Veintimilla, la valeur de l'entreprise serait d'au moins 110 milliards de dollars). Et il a ajouté : « Mais franchement, je préfère qu'ils laissent intacts les arbres, la faune et la flore, et qu'ils respectent le modèle de développement que nous avons choisi pour nous, pour l'Intag et le Cotacachi ».

Il parle de la forêt tropicale brumeuse, d'une valeur biologique immense, qui se trouve juste au-dessus de la mine de

cuivre. Depuis l'arrivée de l'industrie minière « nous avons même réussi à freiner la coupe traditionnelle que faisaient nos parents », a dit Polibio Pérez. « À présent, nous accordons bien plus de valeur à la conservation. »

Ascendant Copper se trouve dans la région depuis 2004, mais la résistance contre l'industrie minière remonte à 1997. Pendant cette période, beaucoup d'initiatives ont été mises en œuvre dans la région, de sorte que l'Intag est devenu un modèle de production alternative : agriculture, tourisme, artisanat, coopératives, organisations et d'autres activités donnent du travail à des centaines de familles de la zone. Les incidents provoqués par cette entreprise minière et par d'autres dans diverses régions de l'Équateur ont donné naissance à une organisation pour la défense de la vie et des droits de l'homme ('Coordinadora en Defensa de la Vida y los Derechos Humanos').

On estime que près de 95 % des habitants de Cotacachi, y compris les autorités, sont contre l'activité minière (cf Bulletin n° 118 du WRM). « C'est pour défendre les intérêts de l'État, de la province, du canton et de la zone », disent-ils. Interrogés à propos de la possibilité d'une consultation populaire, ils se montrent d'accord, à condition qu'elle soit transparente et qu'elle ne soit pas organisée par la société transnationale mais par l'État équatorien.

Pour l'instant, l'entreprise s'en va mais elle laisse derrière elle la division et les conflits entre frères, parents, voisins et anciens amis. D'après les plaintes, certains membres de la communauté « recevaient un salaire de 300 dollars pour jouer au volley-ball ». Tant qu'il y aura des gisements de cuivre, la zone restera sous la menace latente de l'industrie minière.

En attendant, l'Équateur prépare l'Assemblée constituante qui rédigera la nouvelle constitution du pays. Très probablement, elle sera présidée par Alberto Acosta, ministre de l'Énergie et des Mines de la législature actuelle pendant une courte période. À maintes reprises, celui-ci a fermement déclaré son intention de faire de l'Équateur un pays sans industrie minière à grande échelle.

Guadalupe Rodríguez, adresse électronique : guadalupe@regenwald.org

[index](#)

– Honduras : pourquoi nous défendons la forêt

Au Honduras, entre 80 000 et 120 000 hectares de forêt sont déboisés chaque année.

Nos forêts sont très diverses : des forêts de pins, peuplées de sept espèces différentes ; des forêts de feuillus, avec 200 espèces d'arbres et une riche diversité biologique, surtout dans les terres basses ; des forêts brumeuses de feuillus ; des pinèdes ou des forêts mixtes dans les montagnes ; des feuillus dans des zones au climat sec ; des mangroves.

La politique forestière du Honduras n'est pas formulée par la société civile ni par le pouvoir public, elle est dictée par les entreprises multinationales, par le biais de la Banque mondiale et des traités de libre-échange convenus avec l'oligarchie locale qui, par l'intermédiaire de ses représentants dans le Congrès de la République et dans d'autres pouvoirs de l'État, approuve les lois et les politiques désignées pour exploiter la forêt en fonction des intérêts du capital impérialiste et mondialisant.

Pour mettre en œuvre ces politiques, ils disposent des militaires, auxquels on donne le pouvoir de « protéger » la forêt. Comment se fait-il que ceux qui détruisent les forêts au cours des conflits armés deviennent, comme par magie, des champions de l'écologie ? D'autre part, le recours aux tueurs à gages est l'une des formes cachées d'agression contre les populations indigènes, paysannes et garifunas.

Dans notre pays, l'exploitation du bois a toujours été associée à la corruption, à la violation des droits de l'homme et à

l'impunité. La persécution du prêtre Tamayo et d'autres dirigeants et le meurtre, le 20 décembre 2006, d'Heraldo Zúñiga et Roger Iván Cartagena, membres du Mouvement écologiste d'Olancho, par les services de sécurité de l'État du Honduras, sont des exemples de la terreur dans laquelle se déroule la lutte pour la défense des forêts du Honduras. À cela s'est ajouté récemment le meurtre de Mario Guifarro à Parawasito, dans la municipalité de Dulce Nombre de Culmí, région du Patuca moyen, pendant qu'il travaillait pour le projet ICADE de démarcation de la forêt, en application du mandat du congrès de la Fédération indigène Tawahka du Honduras (FITH).

Les gouvernements et la plupart de leurs experts techniques ont toujours accusé les pauvres de la destruction de la forêt. Pourtant, ils ne mentionnent jamais le déboisement provoqué par l'industrie minière, l'élevage de crevettes, la culture industrielle de l'ananas et de la banane, les grandes plantations de canne à sucre, de maïs transgénique et de palmier à huile, ces dernières destinées à la fabrication d'agrocarburants, la nouvelle affaire en or. À cela s'ajoutent les grands incendies, accidentels ou provoqués pour justifier l'extraction de bois, et l'élevage extensif pour l'exportation de viande à hamburgers.

Les politiques forestières tendent à transformer l'arbre en une simple marchandise, sans considérer que, en raison du déboisement des bassins et des microbassins, l'érosion, les éboulements et les glissements de terrain sont de plus en plus nombreux, et que cela rend plus graves les effets des tempêtes tropicales, des ouragans et des perturbations climatiques, dont les dégâts sont irrémédiables.

Les traités commerciaux inéquitables et la logique immorale et injuste du capital favorisent l'adoption de lois et l'application de politiques forestières qui vont à l'encontre des politiques sur l'eau et l'énergie et de celles prévues en matière de perturbations climatiques. Ces lois imposent la privatisation de la forêt, de l'énergie, de l'eau, de l'éducation et de la santé. Le Congrès national affecte sans vergogne plus d'un tiers du territoire national à l'industrie minière, qui détruit la forêt et porte atteinte à la santé animale, végétale et humaine.

La diminution de la diversité biologique causée par le déboisement, la contamination par des métaux lourds provoquée par l'industrie minière et celle des pesticides utilisés par l'agro-industrie favorisent la propagation de la dengue, de la malaria, des parasitoses et des troubles mentaux, qui, en plus de provoquer la maladie et la mort, coûtent au pays des sommes milliardaires.

La formulation de politiques humaines, intégrales et planétaires est devenue urgente pour tous les Honduriens. L'articulation de la forêt, de la santé et des droits de l'homme en un programme d'éducation pour la jeunesse est une stratégie importante pour la formation de leaders, la prise de conscience du besoin de reboisement et la création de lois qui protègent la forêt.

C'est pourquoi nous proposons, depuis le Movimiento Madre Tierra (membre des Amis de la Terre International) et les organisations 'Centro América no está en Venta', Oilwatch International et COHAPAZ (Comité hondurien d'action pour la paix) la plantation et l'entretien permanent d'un million d'arbres dans le pays. Notre tâche la plus urgente consiste à unir tout le mouvement social et écologiste contre les politiques et les entreprises destructives. Prenons à cœur la belle mission de défendre la vie, la dignité et la santé de notre peuple !

Juan Almendares, adresse électronique : juan.almendares@gmail.com

[index](#)

- Laos : les barrages sur le Sekong vont anéantir le Cambodge

Il est prévu de construire une série de grands barrages dans le bassin du fleuve Sekong, dans le Sud du Laos. Ces projets vont affecter des dizaines de milliers de personnes et menacer les moyens d'existence des 30 000 Laotiens qui habitent en aval du Sekong. Or, les plans de ces barrages sont établis sans considérer du tout les effets qu'ils

auront sur les habitants et l'environnement du Cambodge.

En juin 2007, la société conseil norvégienne Norconsult a complété les deux analyses environnementales initiales pour deux des barrages proposés : le Sekong 4 et le Nam Kong 1. Un rapport récemment paru sous le pseudonyme d'Anurak Wangpattana se félicite du fait que les études reconnaissent bien des conséquences que ces barrages auront pour les gens, les forêts et la pêche dans le Sud du Laos, mais critique Norconsult pour avoir tout à fait ignoré les répercussions de ces projets pour ceux qui habitent en aval.

Les deux barrages que la Russian Region Oil Company prévoit de construire se trouveront à une centaine de kilomètres de distance l'un de l'autre. Le Sekong 4, de 600 MW, inondera 150 kilomètres carrés de terres, comprenant des forêts et d'autres terres utilisées pour la collecte de produits forestiers non ligneux, des pâturages et des champs où l'on pratique l'agriculture itinérante. Environ 5 000 personnes seront expulsées de leurs foyers à l'emplacement de la retenue ; 98 % d'entre elles appartiennent à des peuples autochtones. Les minorités ethniques katu et nge représentent 80 % de la population du district de Kaleum, dont la capitale sera inondée par l'eau du réservoir.

L'importance des forêts pour les habitants du district de Kaleum est évidente, d'après un rapport rédigé en 2004 par Charles Alton, consultant de l'ONU, et Houmphang Rattanavong, du Conseil scientifique national du Laos. Le rapport signale que, dans quatre villages katu du district de Kaleum près de 76 % des revenus des habitants proviennent de la collecte de produits non forestiers et 16 % de l'élevage.

Le barrage Nam Kong 1, de 150-200 MW, prévu pour être construit sur un affluent du Sekong, inondera 21,8 kilomètres carrés. Anurak Wangpattana signale qu'il affectera plus de 1 600 personnes qui vivent en aval. Beaucoup d'entre elles habitent auparavant dans la zone du réservoir, mais elles ont été déplacées par le gouvernement pendant les années 1990.

Le poisson est un élément important du régime alimentaire de ceux qui habitent la zone prévue pour le réservoir du Sekong 4. « Tous les villages situés à l'emplacement de la retenue pratiquent la pêche de façon soutenue, surtout pour leur subsistance, et le poisson contribue pour une large part aux protéines de leur régime », signale Norconsult. La construction du barrage fera disparaître cette activité.

Les villages en aval du barrage seront pareillement affectés. Le réservoir du Sekong 4 mettra 14 mois à se remplir. Une fois le barrage en fonctionnement, le débit du fleuve changera tout à fait. « Il existe la possibilité que la diversité biologique aquatique et la productivité du fleuve Sekong diminuent en raison de ces modifications du débit », disent les experts de Norconsult dans leur langage flegmatique.

Anurak Wangpattana explique que l'examen environnemental initial de Norconsult est le premier pas de l'évaluation d'incidence environnementale du Sekong 4 et du Nam Kong 1, et suggère que cette évaluation pourrait être accumulative. Mais ce qui manque pour l'instant dans les études de Norconsult, signale Anurak, « est la reconnaissance explicite que les effets négatifs [de ces barrages] vont s'étendre tout le long du fleuve Sekong en Cambodge ».

Depuis dix ans, les habitants des villages situés le long du fleuve Sesan, dans le Nord-Est du Cambodge, subissent les effets dévastateurs de la construction de barrages sur ce fleuve en amont, au Vietnam. Des dizaines de villageois se sont noyés lors de l'ouverture soudaine des écluses du barrage de Yali Falls. Les gens ont perdu du bétail, des récoltes et du matériel de pêche. La mauvaise qualité de l'eau a provoqué des éruptions cutanées et des troubles digestifs. Plus de 3 500 personnes ont maintenant quitté leurs foyers à proximité du fleuve Sesan et se sont installées plus haut pour échapper aux inondations et aux variations imprévisibles de son débit, d'après une recherche récemment menée par l'ONG cambodgienne '3S Rivers Protection Network' (« 3S » désignant les trois fleuves Sekong, Sesan et Srepok). « Les gens ont perdu tout espoir et ne peuvent plus dépendre du fleuve, parce que

presque toutes les ressources qu'il avait ont disparu », a dit aux chercheurs un chef autochtone du village de Jarai.

Sur les 30 000 personnes qui habitent le long du Sekong dans la province de Stung Treng, beaucoup appartiennent aux groupes ethniques lao, khmer khe, kavet, lun et kuy. La pêche dans le Sekong et les jardins potagers sur ses berges sont indispensables à leur sécurité alimentaire et à leurs moyens de vie.

Anurak Wangpattana prévient que « les promoteurs de barrages écartent avec beaucoup de facilité les objections, mais l'expérience des effets transfrontières des grands barrages hydroélectriques construits ailleurs dans la région du Mékong indique clairement qu'il ne faut pas fermer les yeux aux répercussions que le Sekong 4 et le Nam Kong 1 auront au Cambodge et au Laos ».

<http://chrislang.org>

[index](#)

– Paraguay : la lutte des Ayoreo isolés du Chaco paraguayen pour que la forêt ne s'éteigne pas

En mars 2007, un appel national et international a été lancé devant l'imminence du déboisement et de la destruction totale de 24 000 ha (240 km²) de forêt vierge par l'entreprise UMBU S.A. Cette étendue se trouve au cœur de la zone dénommée « Amotocodie », dans le Nord du Chaco paraguayen. L'Amotocodie fait partie du territoire ancestral du peuple indigène ayoreo, dont deux groupes isolés l'habitent encore en permanence. Ces groupes n'ont jamais eu de contact avec la société moderne et vivent à leur manière traditionnelle, en une relation d'interdépendance et d'appui mutuel avec la nature et la forêt.

Il convient de rappeler que le Nord du Chaco paraguayen est presque entièrement aux mains de propriétaires privés, auxquels la loi et les pratiques du monde moderne reconnaissent le droit de modifier ou de détruire la forêt du Chaco presque sans restrictions ni contrôles. Le projet de déboisement de l'entreprise mentionnée est représentatif de bien d'autres qui sont en cours ou en préparation dans la région, et concerne, sans considération aucune à l'égard des caractéristiques, des particularités ni des contours de la nature fragile de la forêt du Chaco, l'un des plus grands systèmes fluviaux de la région, qu'il coupe en deux. De la même manière, il passe outre à la législation nationale en vigueur, reconnue au plan international, qui reconnaît que ces territoires appartiennent, depuis toujours et avant la création des États modernes, aux indigènes. L'Amotocodie est un territoire indigène, mais la société dominante, nationale et internationale, a choisi de ne pas tenir compte des droits territoriaux indigènes. Si elle le faisait, de vastes étendues de la forêt du Chaco paraguayen (il reste en ce moment près de 10 millions d'hectares intacts) auraient une chance de survivre à notre présent destructeur et d'avoir un avenir. Les Ayoreo rejettent avec véhémence l'usage gaspilleur et destructeur que l'homme blanc fait de leur territoire : « Nous en prendrions meilleur soin. Nous savons comment le faire ».

L'avancée du défrichage au profit de l'élevage s'est accélérée ces dernières années, par suite de l'ouverture des marchés internationaux à la viande bovine paraguayenne. De plus, ces derniers mois, la pression de l'expansion catastrophique du soja et des cultures pour la fabrication d'agrocarburants dans la région orientale du Paraguay est en train de déplacer les intérêts des éleveurs vers la région occidentale, celle du Chaco, où « il y a encore des forêts disponibles ».

À la suite de l'appel national et international contre le projet de déboisement d'UMBU S.A., beaucoup de personnes, de personnalités, de réseaux et d'organismes, majoritairement étrangers, ont adressé des lettres aux autorités paraguayennes, leur demandant de suspendre sans délai les permis de déboisement correspondants et de prendre des mesures énergiques pour assurer la protection de la zone, ainsi que l'intégrité et les droits des groupes indigènes isolés qui l'habitent. Pourtant, la pression internationale n'a eu aucun résultat : depuis le mois d'août, UMBU est en train de défricher à un rythme accéléré. En deux mois, les bulldozers ont dévasté et anéanti 3 000 hectares de forêt,

soit 30 km².

Sur ces 3 000 hectares il y avait une forêt jamais auparavant modifiée, et encore moins transformée avec violence, par la main de l'homme. Le fleuve qui la traversait apportait de l'eau en abondance au temps des pluies ; cette eau faisait vivre non seulement la zone en question, mais un bassin fluvial plus large qui s'étend de l'Ouest de l'Amotocodie au Pantanal paraguayen, situé dans l'Est, près du fleuve Paraguay. Le défrichage a coupé ce fleuve sur une étendue de plus de 5 km, de sorte qu'il ne peut plus jouer son rôle d'artère vitale de tout un écosystème ; il est condamné à se dessécher et, avec lui, les grandes étendues qu'il arrosait. En outre, l'interruption violente du fleuve prive d'habitat une population nombreuse et très variée d'oiseaux aquatiques qui fréquentaient la zone et nidifiaient dans la forêt-galerie sur les deux rives du fleuve.

Mais surtout, avec ces 3 000 ha le déboisement parvient jusqu'au cœur même d'un des territoires collectifs les plus prisés du peuple ayoreo : le Chunguperdatei, une région qui s'étend le long du fleuve mentionné, plus avant dans la forêt, sur les deux rives, et qui contient des lacs légendaires qui ne tarissent jamais, même pendant les pires sécheresses. Depuis des temps immémoriaux, plusieurs groupes ayoreo passent de longues périodes dans ce territoire, lorsqu'ils interrompent leurs déplacements nomades permanents pour faire des plantations d'été dans la terre sablonneuse et fertile, riche en sédiments, qui longe le fleuve. L'interruption du fleuve sur 5 km élimine les nombreux amotoco (les petites clairières naturelles où l'on fait ces plantations), annule les cinq simijnai connus (des ruisseaux peuplés de poissons) et des sources qui, pendant les périodes de sécheresse, peuvent être indispensables à la survie.

Une terre ainsi anéantie, vide de tout, est « éteinte », comme disent les Ayoreo qui ont été dépouillés de leurs territoires dans le passé, au cours de déboisements semblables, et qui vivent aujourd'hui de façon précaire sur les frontières de la société moderne. Le déboisement de ces 3 000 ha fait s'éteindre une partie de l'habitat de toute une population, avec ses chemins de migration, ses lieux de chasse de tortues ou de cochons sauvages, ses zones de cueillette de miel et de fibres de caraguatá, avec lesquelles les femmes font des sacs, en tissant leurs rêves et leurs visions de la vie. Il fait s'éteindre des huttes nombreuses où camper et se réfugier dans la forêt, et des endroits qui sont des jalons de la vie et de l'histoire de plusieurs générations, comme l'arbre où Orojoide* – ancien leader d'un groupe forestier contacté de force en 1986 – a retrouvé, vingt ans plus tard, la marque qu'il avait faite avec sa hache quand il habitait encore la forêt, avant le contact. Le déboisement fait s'éteindre les points de repère vivants et matériels de la vie et de l'histoire de tout un peuple.

Par cette extinction, l'unité fragile et irréparable des humains et du monde, que nous appelons nature, se rompt une fois de plus. Cette unité était – elle est encore – vitale pour les deux parties.

Au moment où ce texte est rédigé, le 12 octobre, les groupes isolés ont dû se retirer vers l'ouest ou vers le sud, cherchant des espaces encore vivants et intacts. Pourtant, il suffit de jeter un regard sur la carte satellite de l'Amotocodie pour voir qu'il y a plusieurs déboisements en cours et que, bien qu'il y ait encore une zone compacte de forêt intacte, il reste sans doute peu d'endroits d'où les Ayoreo n'entendent pas au loin le bruit des bulldozers qui travaillent nuit et jour. Ils décident encore où ils iront, mais ils sont de plus en plus conditionnés par la société moderne qui, peu à peu, les prive de leur autodétermination.

De « l'extérieur », dans le monde de la société dominante, l'UNAP (union des Ayoreo du Paraguay) et l'OPIT (organisation locale des Ayoreo Totobiegosode) luttent inlassablement pour la protection, la récupération et la reconnaissance légale de ces territoires qui leur appartiennent déjà parce qu'ils leur ont toujours appartenu, et pour donner courage à leurs frères invisibles qui, « de l'intérieur », luttent pour éviter que la forêt s'éteigne.

* Pseudonyme choisi par l'auteur.

Benno Glauser, adresse électronique : bennoglauser@gmail.com, www.iniciativa-amotocodie.org

– Amérique latine : l'assemblée de Redmanglar Internacional

Les organisations de pêcheurs, de cueilleurs artisanaux, d'écologistes et d'universitaires de dix pays d'Amérique latine, réunies dans le réseau Redmanglar Internacional, se sont donné rendez-vous dans la localité de Cuyutlán, État de Colima, au Mexique, du 8 au 13 octobre.

Au cours de cette semaine de travail, l'assemblée a dénoncé qu'une politique d'appropriation et d'utilisation des espaces côtiers et marins, où les intérêts économiques de quelques-uns passent avant la conservation des écosystèmes qui sous-tendent la vie et les droits essentiels des communautés locales, est en train de se réaffirmer et de se fortifier dans le monde entier.

Le premier jour, chaque pays membre de Redmanglar Internacional a décrit la situation actuelle des écosystèmes marins et côtiers et les activités entreprises pour les défendre. Il faut souligner les efforts de pays comme le Guatemala, le Pérou et le Venezuela, qui ont réussi à former ces dernières années des réseaux nationaux d'organisations associées à la mission de Redmanglar Internacional, qui consiste dans la défense de l'écosystème de mangrove et des écosystèmes marins et côtiers, pour assurer leur vitalité et celle des populations ancestrales qui en sont tributaires, face aux menaces et aux atteintes des activités susceptibles de dégrader l'environnement, d'altérer l'équilibre naturel écologique ou de violer les droits des communautés locales.

Les jours suivants, l'exposé de Fernando López, professeur à l'Université centrale de l'Équateur, sur la situation politique et économique actuelle et sur le patrimoine naturel et culturel de l'Amérique latine a été le point de départ de discussions sur des thèmes généraux qui concernent la région. « La situation devant laquelle nous nous trouvons est d'une énorme complexité, en raison du croisement de puissants intérêts mondiaux, de l'ampleur des menaces aux populations et à l'environnement, et du peu de capacité de résistance des communautés et des organisations politiques et sociales », a dit Fernando López. En analysant l'Intégration de l'infrastructure régionale sud-américaine (IIRSA), il a montré qu'elle implique une intégration des marchés et représente une forte menace à l'égard des peuples.

Par la suite, il y a eu dans la Pinacothèque universitaire de la ville de Colima un exposé sur « Les écosystèmes marins et côtiers, l'eau et la souveraineté alimentaire », dans lequel sont intervenus Jorge Varela Márquez, délégué du Forum mondial des peuples de pêcheurs, Dolores González, de l'Université centrale du Venezuela et Alberto Villarreal, de Food and Water Watch.

Pendant les diverses sessions qui se sont déroulées au cours de la semaine, les participants ont pris connaissance de la participation du réseau à des forums internationaux, des campagnes, des mobilisations et des déclarations, tous des outils efficaces et légitimes des peuples côtiers ancestraux. Une déclaration a été rédigée contre la privatisation des côtes, pour exiger aux gouvernements que soit garanti l'accès aux territoires des pêcheurs et des cueilleurs artisanaux et pour manifester le désaccord de tous avec la mercantilisation des biens et des services environnementaux.

L'analyse de la certification de l'élevage de crevettes faite par Jeovah Meireles, de l'Université fédérale de Ceará, au Brésil, a porté l'assemblée à réaffirmer sa position contre la certification de l'aquaculture industrielle de la crevette, parce qu'il s'agit d'un maquillage vert qui prétend occulter les délits de l'industrie crevetteière contre l'environnement, la société et l'économie.

D'autre part, l'assemblée s'est prononcée sur plusieurs thèmes particuliers des pays membres du réseau, par exemple, la demande au président du Mexique, Felipe Calderón, de suspendre le projet du Terminal de gaz naturel

liquéfié de Manzanillo, en raison du risque élevé qu'il comporte pour les écosystèmes du lac de Cuyutlán.

Les participants à cette 3e Assemblée générale de Redmanglar Internacional ont fait, le dernier jour de leur séjour au Mexique, une visite d'observation du lac de Cuyutlán, et ils se sont réunis avec les pêcheurs du village de Ventanas, pour constater que ce projet met en danger le système du lac et l'écosystème de la mangrove.

Líder Góngora Farías, secrétaire exécutif sortant, et l'équipe de la C-CONDEM de l'Équateur ont nommé Juan José López, représentant de l'Association colombienne de producteurs pour le développement communautaire de la Ciénaga Grande du Bas Sinú (ASPROCIG), au poste de secrétaire exécutif de Redmanglar Internacional pour la période 2008-2010.

L'Assemblée s'est terminée par la signature de la Déclaration de Cuyutlán.

http://redmanglar.org/imagesFTP/8221.declaracion_cuyutlan.pdf

Verónica Yépez, C-CONDEM, veroy@ccondem.org.ec

[index](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

– Brésil : les femmes et les eucalyptus, histoires de vie et de résistance

L'invasion des territoires des populations locales par le projet agro-industriel d'Aracruz Celulose S.A., établi en Espírito Santo dans les années 1960 et 1970, a causé d'énormes pertes matérielles et symboliques aux peuples indigènes et quilombolas, dont certaines sont irrécupérables.

« Ce sont mes cousins. Quand Aracruz est arrivée ici et les a expulsés... elle est venue en envahisseur. Quand elle est arrivée, ils ont eu peur, ils ont quitté leurs terres et ils sont partis. Elle est venue avec beaucoup de tracteurs qui sont passés sur leurs maisonnettes. Ils vivaient dans des huttes de terre et de paille. Et voilà, mes cousins ont envie de retourner dans leur village. » (Maria Loureiro, village tupiniquim d'Irajá)

L'arrivée de ce projet agro-industriel a été désastreuse pour les peuples de la région : sur 40 villages indigènes, il n'en reste que sept. D'après les renseignements apportés par les quilombolas, il y avait 100 villages dans la région nord d'Espírito Santo, constitués par près de 10 000 familles. Aujourd'hui, il ne reste que 1 200 familles, réparties dans 37 villages entourés d'eucalyptus et de canne à sucre pour la production d'alcool.

Une bonne partie de ces peuples se sont dispersés. Un groupe s'est réfugié dans les environs de son ancien territoire ; d'autres sont partis chercher un endroit pour vivre dans les villes de la zone métropolitaine de Vitória, la capitale de l'État. Le nouvel aménagement territorial a radicalement modifié la division sexuelle du travail et, par conséquent, les rôles sociaux et familiaux des hommes et des femmes. Les indiens et les quilombolas ont vu leurs parents dispersés. Les familles qui ont réussi à rester dans leur territoire se sont entassées dans de petites parcelles.

Paradoxalement, la tristesse de la violence et du génocide que ces peuples ont dû subir s'accompagne d'une très belle histoire de résistance qui dure depuis six siècles. La preuve la plus évidente de cette résistance est la présence d'indiens et de quilombolas dans toutes les régions du Brésil.

Les rapports entre les populations traditionnelles d'Espírito Santo et Aracruz Celulose S.A. rééditent, avec des éléments modernes, l'histoire de la colonisation. Les communautés indigènes et quilombolas ont subi des pertes matérielles et symboliques irréparables.

Cette nouvelle situation soumet les hommes et les femmes à des effets parfois semblables, parfois différents. En perdant leur territoire, les femmes ont perdu l'espace où elles plantaient, élevaient des animaux et produisaient des herbes médicinales.

« Et pour nous, les femmes, les conséquences ont été très graves aussi. Nous avons ce sentiment, le sentiment d'avoir perdu nos richesses. » (Maria Loureiro, Commission des femmes indigènes tupiniquim et guarani)

La substitution de la forêt par des plantations d'eucalyptus a fait disparaître les aliments qu'ils obtenaient par la cueillette, la pêche et la chasse. En outre, la fin de la forêt tropicale a été aussi la fin des fleuves et des ruisseaux, qui étaient des lieux de rencontre des femmes et un espace privilégié pour échanger leurs savoirs.

« Cela a été un grand problème, parce que nous vivions du... nous allions pêcher au fleuve. À présent, il y a ce problème..., le fleuve s'est tari à cause de l'eucalyptus, n'est-ce pas ? Et nous ne pouvons qu'accuser l'eucalyptus... C'était très difficile pour nous. Mais le manque d'eau a toujours été un problème pour nous, les femmes. Avant, il y avait de l'eau canalisée mais elle n'arrivait pas bien à nos maisons et nous en avons beaucoup souffert. » (Maridéia, village tupiniquim de Pau-Brasil)

Les indiens et les quilombolas ont dû supporter la pollution causée par les produits chimiques utilisés dans la monoculture industrielle.

« Ensuite, ils ont commencé à mettre les remèdes [produits agrochimiques toxiques], comme disait cette jeune femme, ils ont commencé à tout tuer. Les remèdes tuaient le gibier, les oiseaux, l'eau était contaminée, les poissons mouraient, et les crabes comme ceux qu'on trouve à Pau-Brasil. Il y avait un ruisseau qui montait vers Barra do Sahy. Eh bien, ce ruisseau a disparu. Les poissons aussi, à cause du poison qu'ils mettaient, ils ont tué nos poissons, nos crabes. Il n'y a plus rien là-bas, dans la mangrove. Vous pouvez y aller, vous verrez qu'il n'y a rien, ni crabes, ni 'juey' bleu, c'était notre nourriture, ce qui nous alimentait. Nous ne manquions de rien, nous pouvions donner à manger à nos enfants. » (Rosa, village tupiniquim de Pau-Brasil)

La disparition de la forêt a provoqué aussi la disparition des matières premières utilisées pour la fabrication d'objets ménagers et pour l'artisanat qui, dans le cas des indiens, était une activité pratiquée surtout par les femmes.

La diminution de la diversité biologique a signifié la disparition d'une grande variété de médicaments dérivés des plantes, des racines et des animaux de la forêt ; ainsi, les femmes indigènes guarani, qui utilisaient auparavant ces herbes pour stimuler ou réduire la fertilité, ont été privées de leur droit de planifier leur famille, elles ont dû recourir aux contraceptifs et à la ligature des trompes. Les indiens et les quilombolas ne trouvent plus les lianes, les arbres et les graisses d'animaux qu'ils employaient dans la pratique de leur médecine.

Sans les écosystèmes qui assuraient la permanence du mode de vie de ces peuples, le rôle traditionnel de l'homme, dans la communauté comme dans la famille, a disparu. Après avoir été de grands chasseurs, agriculteurs et pêcheurs, ils ont été réduits à vendre leur force de travail aux entreprises sous-traitantes embauchées par Aracruz Celulose et, dans le cas des quilombolas, aux entreprises productrices d'alcool, telles que Disa – Destilaria Itaúnas S.A. Pourtant, la plupart d'entre eux se sont retrouvés au chômage, car la politique des entreprises est de ne pas embaucher de la main-d'œuvre indigène ou quilombola pour obliger à partir ceux qui sont restés dans la région. La dégradation du rôle masculin a exposé les femmes à l'alcoolisme de leurs conjoints et à la violence domestique.

« [...] alors, cela a ruiné une partie de notre vie, notre liberté et notre culture, notre vie quotidienne, notre santé. La venue des grandes entreprises a tout gâché, cela nous a pris un morceau de nous-mêmes, c'est comme si une partie de nous était vivante et l'autre morte, comme si nous étions des morts-vivants, vous

comprenez ? À cause des grandes entreprises qui sont venues ici. Nous étions heureux, maintenant non, notre vie est malheureuse, nous avons besoin de nous battre pour ce qui nous appartient, pour notre territoire, pour tout ce qu'ils nous ont arraché ; en perdant cela nous avons tout perdu, tout ce qui était à nous, alors il ne nous reste plus qu'à nous plaindre, n'est-ce pas, au nom de tous, de toute la communauté. » (Eni, de la communauté quilombola de Sao Domingo)

Certaines femmes indigènes qui possédaient une connaissance approfondie de la faune et de la flore sont devenues femmes de ménage, journalières, bonnes d'enfant et cuisinières des employés d'Aracruz Celulose. L'obligation d'exercer d'autres activités a affecté leur rôle maternel, les forçant à sevrer leurs enfants plus tôt et à les quitter en bas âge pour aller s'occuper des enfants des femmes de la ville.

Face aux transformations qu'ils ont subies, ces peuples ont fait des alliances avec des mouvements et des ONG qui se sont solidarisés avec leur lutte. Aujourd'hui, ils travaillent en réseau pour essayer d'accroître de plus en plus leur capacité de résistance.

« Et c'est ainsi que nous luttons, en nous unissant aux 36 autres communautés, pour notre territoire, pour l'affaire des terres qu'on a prises à notre peuple, à nos ancêtres, et qui sont aujourd'hui aux mains d'Aracruz Celulose. Ainsi, le problème qui nous unit aujourd'hui est l'expansion de la culture de l'eucalyptus dans nos communautés. » (Kátia, village de Divino Espírito Santo)

Les femmes, qui participent elles aussi à cette lutte, ont commencé à s'organiser dans des domaines spécifiques, dans le but de discuter des incidences de la monoculture d'eucalyptus et des façons de contribuer à reconstituer le mode de vie de leur peuple. Elles prétendent participer de plus en plus dans ce processus. Quand « [...] la situation commencera à affecter leurs enfants, beaucoup de femmes réagiront ».

L'organisation des femmes dans des espaces spécifiques est un phénomène récent. Dans le cas des femmes indigènes, il y a, par exemple, des groupes organisés dans chaque village qui s'adonnent à la production d'objets artisanaux et à la récupération des connaissances traditionnelles et de l'utilisation des herbes médicinales. Le processus d'organisation est avancé dans certains cas, dans d'autres il n'en est qu'à ses débuts. Pour le renforcer, elles ont créé il y a un peu plus d'un an une Commission de femmes indigènes tupiniquim et guarani, qui vise à mettre en contact les femmes indigènes de tous les villages et à organiser des activités et des luttes qui les concernent.

Visiblement, le mouvement pour l'organisation des femmes a contribué à la divulgation des activités qu'elles font : sur le front, pour la démarcation de leur territoire ; dans les affrontements avec la police, au moment de l'occupation de l'usine d'Aracruz (en 2005) ; dans la cuisine, à la préparation des repas pour les assemblées indigènes. Ainsi, elles élargissent de plus en plus leur rayon d'action sociale pour remplacer, en partie, les espaces dont elles ont été privées. En outre, l'organisation a contribué à augmenter leur confiance en elles-mêmes.

Après avoir partagé pendant si longtemps les effets négatifs de la culture de l'eucalyptus, de nombreuses femmes indigènes et quilombolas veulent maintenant partager leur expérience d'organisation et découvrir ensemble les chemins de la liberté. Ce sont des femmes de plus en plus unies qui se fortifient mutuellement, à mesure qu'elles luttent contre l'oppression de l'agro-industrie et du patriarcat.

Extrait de : "Women and Eucalyptus, stories of life and resistance", étude commandée par le WRM à Gilsa Helena Barcellos, gilsahb@terra.com.br, et Simone Batista Ferreira, sibatista@hotmail.com, membres du Réseau Alerte contre le Désert Vert.

[index](#)

Entre les années 2001 et 2005, on pouvait acheter aux États-Unis des panneaux de contreplaqué fabriqués par Pizano S.A., l'une des plus grandes entreprises forestières de la Colombie. Ces panneaux étaient faits en partie avec du bois de plantations certifiées par le FSC (Forest Stewardship Council) ; le reste du bois provenait des forêts naturelles du Nord-Est de la Colombie, où la guérilla, les paramilitaires et l'armée se battaient pour le contrôle du territoire et de ses ressources naturelles. Ces panneaux de contreplaqué étaient ensanglantés.

Comment se fait-il que le FSC se soit taché de sang ? Le groupe Pizano S.A. est titulaire d'un portefeuille considérable d'actions de Maderas del Darién S.A., une entreprise forestière qui a exploité de façon intensive les bassins des affluents du fleuve Atrato, dans le département du Chocó, lequel traverse la Réserve du Pacifique colombien, une région remarquable par sa grande diversité biologique. Quarante pour cent du bois utilisé par Pizano S.A., avec lequel la société fabrique son contreplaqué, proviennent de ces forêts de grande valeur écologique. En outre, l'exploitation irrégulière et destructrice a considérablement réduit les étendues où pousse le 'cativo' (*Piora copaifera*), une essence menacée, utilisée pour la fabrication de contreplaqué.

L'activité de l'entreprise s'est déroulée aux endroits et au moment où avaient lieu les affrontements et les opérations militaires qui, à partir de 1997, ont provoqué le déplacement de milliers de personnes. Les meurtres et les violations des droits de l'homme y ont été fréquents et sont restés impunis. La coupe illégale est un problème grave, et la propriété de la terre est l'objet de disputes souvent portées aux tribunaux. Avec tous ces éléments, l'exploitation forestière et le conflit armé ont causé la destruction de la vie communautaire des populations d'origine africaine et la transformation de leurs territoires en zones déboisées ou en plantations de palmier à huile.

En 2000, au moment de l'évaluation préliminaire de Pizano S.A., Smartwood a eu une réunion avec l'Initiative nationale de la Colombie, et les membres de sa direction ont mis en cause la possibilité d'accorder à cette entreprise le certificat FSC. Déjà à cette époque, les informations sur le conflit dans le département du Chocó éclaboussaient Pizano S.A. Au moment de l'évaluation faite en 2005, la Comisión Intereclesial Justicia y Paz Colombia, une organisation pour la défense des droits de l'homme dans toute l'Amérique latine, a présenté une plainte formelle où elle informait sur la responsabilité de Maderas del Darién dans la violation des droits de l'homme et dans le désastre environnemental de la région, avec documents et décisions judiciaires à l'appui.

La plainte de l'organisation a eu l'appui de nombreuses organisations sociales et écologistes de la Colombie et d'Espagne (dont Greenpeace et Ecologistas en Acción), lesquelles ont demandé par la suite à Smartwood, en 2005, de ne pas renouveler le certificat FSC de Pizano S.A. De même, tous ces faits ont été communiqués au directeur général du FSC, Heiko Liedeker.

Ces derniers mois, les rapports de l'entreprise filiale de Pizano S.A. avec le conflit ont été publiquement exposés. En mai 2007, plusieurs médias colombiens ont publié des déclarations d'anciens paramilitaires où ceux-ci reconnaissent avoir reçu l'aide économique de Maderas del Darién. Ces informations ont été immédiatement transmises à Smartwood.

Or, tout cela n'a pas suffi. Le 17 juillet 2007, Smartwood a communiqué aux organisations plaignantes son intention de délivrer une fois de plus le label FSC aux plantations de Pizano S.A. D'après Smartwood, il n'y a pas de preuves que les faits dénoncés « *se soient produits dans le passé récent ou qu'ils aient lieu au moment présent* ». Par cette affirmation, Smartwood et l'entreprise reconnaissent qu'ils ont existé dans un passé « non récent », par exemple en 2005, pendant que l'entreprise avait toujours le label FSC et que Smartwood faisait la sourde oreille aux plaintes de la société civile.

D'après Smartwood, l'entreprise Pizano S.A. s'est maintenant engagée à adopter le standard Bois Contrôlé, suivant lequel sont inacceptables le bois d'origine illégale, le bois en provenance de forêts de grande valeur pour la conservation ou le bois extrait en violation des droits civils et coutumiers.

Le rôle joué par Smartwood en Colombie a porté un nouveau coup à la crédibilité et au prestige du FSC. À ce jour, aucun inspecteur de Smartwood n'a visité la région du Darién, et aucun instrument, protocole ou système n'a été établi pour garantir que le bois obtenu par la destruction de forêts de grande valeur écologique, par la coupe illégale ou par la violence ne se mélange pas au bois des plantations certifiées de Pizano S.A. avant de devenir un panneau de contreplaqué. Un panneau où le sceau du FSC serait teint de sang. D'autre part, FSC International n'a jamais donné des directives claires sur l'exclusion du système de certification d'entreprises fortement controversées comme Pizano.

Miguel Ángel Soto, Greenpeace España, adresse électronique: masoto@es.greenpeace.org, et Tom Kuchartz, Ecologistas en Acción, adresse électronique: eea_comisioninternacional2@yahoo.es

[index](#)

– Kenya : Pan Paper prévoit d'élargir ses activités polluantes

Pour essayer de décourager l'utilisation de sacs en plastique, le gouvernement du Kenya a appliqué, il y a quelques mois, un impôt de 120 % sur les plastiques. Bien que cet impôt puisse paraître favorable à l'environnement, il pourrait avoir sur ce dernier des effets très graves. Parmi les bénéficiaires de la décision figure l'entreprise semi-étatique Pan African Paper Mills.

Ces dernières années, Pan Paper a déclaré des pertes considérables et, d'après The East African, elle aurait des dettes pour 100 millions USD, dont la plupart arriveront à échéance au cours des deux prochaines années. En avril 2007, après avoir embauché les consultants McKinsey pour qu'ils proposent des moyens d'améliorer le sort de l'entreprise, celle-ci a renouvelé son équipe de direction. L'impôt sur les plastiques pourrait être une bouée de sauvetage pour l'entreprise.

L'entreprise de conditionnement Tetra Pak a déjà commencé à augmenter sa production au Kenya. « Nous aimerions nous approvisionner davantage chez Pan Paper. Nous sommes en train de discuter avec eux pour voir s'ils peuvent produire un volume plus grand des matières premières dont nous avons besoin », a dit le directeur général de Tetra Pak, Anders Lindgren, au Business Daily en juillet 2007. Pan Paper a annoncé récemment qu'elle prévoit de dépenser l'année prochaine 1,19 million de dollars à la plantation de six millions d'arbres.

En ce moment, la capacité de production de Pan Paper dans son usine de Webuye est de 120 000 tonnes de papier par an. Établie en 1974, l'entreprise est une joint-venture entre Orient Paper and Industries (qui fait partie du groupe indien Birla), le gouvernement du Kenya et la Société financière internationale de la Banque mondiale.

La participation de la SFI implique, du moins en théorie, que l'usine de pâte et de papier devrait respecter les directives sociales et environnementales de cette société. Pourtant, le personnel de la SFI admet l'existence d'un conflit d'intérêts entre la protection de l'environnement et les intérêts économiques de l'entreprise.

En 1996, lorsque la SFI a prêté 15 millions de dollars supplémentaires à Pan Paper pour l'agrandissement de son usine de pâte et de papier, elle n'a pas exigé une évaluation environnementale complète, et s'est contentée des informations fournies par l'entreprise. La SFI a signalé que Pan Paper « s'est engagée à respecter entièrement les politiques et directives de la Banque mondiale ».

La SFI a promis qu'elle allait « vérifier que Panafrican Paper respecte les politiques et directives de la Banque mondiale pendant toute la durée du projet ». En 2003, la SFI a promis de fournir son assistance financière à la restructuration de Pan African Paper Mills. Malheureusement, la supervision de la SFI se limite à la lecture des rapports présentés par l'entreprise et à « des inspections périodiques pendant le déroulement du projet ».

Bien entendu, Pan Paper prend soin de cacher ses problèmes. Par exemple, lors d'une conférence sur « la production et la consommation durables » qui a eu lieu en 2004, le représentant de l'entreprise John M. Khaoya a parlé de « maintenir l'équilibre délicat entre l'environnement et les profits ». Il a parlé des meilleures technologies disponibles, des meilleures pratiques environnementales, de la prévention de la pollution et de la minimisation des déchets. Il a parlé de formation et de sensibilisation du personnel. Il a parlé de la responsabilité sociale de l'entreprise et des projets communautaires que Pan Paper a financés. Il a parlé de l'usage durable des ressources renouvelables. Il a parlé du respect des réglementations environnementales et de travailler « la main dans la main » avec les défenseurs de la production propre. Il a parlé d'une « situation où l'industrie et l'environnement étaient tous les deux gagnants ».

Michael Oching Odhiambo, de l'ONG kényane RECONCILE, a une vision différente des activités de Pan Paper. Dans un article pour le bulletin du Western Kenya Environmental Law Centre, il décrit « l'odeur nauséabonde » de l'usine : « ceux qui parcourent habituellement cette route remontent les vitres des voitures ou des autobus quand ils approchent de l'usine pour éviter la puanteur, mais les habitants de la ville sont forcés de la supporter quotidiennement. »

Odhiambo énumère les troubles de santé dont se plaignent les habitants de Webuye par suite de la pollution des activités de Pan Paper : « irritation des yeux et des voies respiratoires, sécheresse de la bouche et gorge irritée, mauvais fonctionnement des poumons par l'accumulation de fluides, cancer des poumons et de la gorge, asthme, bronchite, bronchopneumonie, conjonctivite, hépatite, dermatite, tuberculose, impuissance, organes reproducteurs non développés à la naissance, retards intellectuels chez les enfants et forte incidence des maladies respiratoires ».

Or, la pollution de l'usine de pâte et de papier n'est pas le seul problème que provoque Pan Paper. D'autres proviennent de l'approvisionnement en matière première de l'entreprise. En 2001, les Ogiek qui vivent dans la forêt de la montagne Mau ont accusé Pan Paper de faire des coupes dans leurs zones boisées. Pendant les quatre dernières années, les problèmes causés par l'usine, l'exploitation forestière et les plantations de Pan Paper ont été débattus au parlement du Kenya.

Aujourd'hui, les plantations industrielles d'arbres couvrent 160 000 hectares au Kenya. Les trois quarts sont plantés de cyprès et de pins, mais la plantation d'eucalyptus s'étend de plus en plus, à partir de semis sud-africains. Un article de The Nation (Nairobi) signale que « les eucalyptus et d'autres essences exotiques sont en train de remplacer rapidement les arbres indigènes à beaucoup d'endroits du pays ». Le résultat a été le tarissement des sources et des ruisseaux. L'article suggère que les plantations d'eucalyptus ont rendu les sécheresses encore plus graves dans le pays.

En favorisant l'industrie polluante de la pâte et du papier, l'impôt sur les plastiques finira par avoir certains effets très désagréables sur la société et l'environnement.

Chris Lang, <http://chrislang.org>

[index](#)

– Papouasie-Nouvelle-Guinée : les femmes et le palmier à huile

La culture du palmier à huile est devenue très importante en Papouasie-Nouvelle-Guinée, un État insulaire du Pacifique sud-occidental. La demande de biocarburants a suscité des spéculations sur une montée rapide de la demande d'huile de palme qui, à son tour, a provoqué une ruée vers la plantation de palmiers à huile dans de nombreux pays tropicaux en développement. En ce qui concerne la PNG, la Banque mondiale vient de lui accorder un nouveau prêt, dans le cadre d'un projet des Services de soutien aux petits agriculteurs, qui va faciliter encore

l'expansion du palmier à huile dans le pays. En plus des graves problèmes écologiques que cela comporte, tels que le déboisement de vastes étendues de forêt tropicale, la pollution des fleuves et la forte sédimentation de la région côtière, le palmier à huile a des répercussions sanitaires et sociales moins connues.

L'information contenue dans le présent article a été réunie au cours de plusieurs voyages d'études à Oro et dans la province de Nouvelle Bretagne de l'Ouest faits entre 2003 et 2007. Des documents, rapports et articles importants concernant le palmier à huile ont également été analysés.

D'après un article publié dans Focus, le magazine du Programme d'aide à l'étranger du gouvernement de l'Australie, « l'industrie du palmier à huile est une expérience réussie dans le milieu rural de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. La forte croissance des exportations de palmier à huile pendant la dernière décennie a amélioré les revenus de nombreux petits propriétaires, et surtout ceux des femmes ».

L'augmentation des revenus des femmes provient surtout d'un système dénommé mama lus fruit. Avant son implantation, c'étaient toujours les hommes qui touchaient l'argent de la récolte du palmier à huile, même lorsque les femmes et les enfants y participaient. Dans ce nouveau système, on donne aux femmes une carte de paiement dénommée « mama card », qui leur permet de récolter des fruits, de les vendre et d'être payées directement. Leur travail consiste à ramasser les fruits qui sont tombés par terre au moment de la récolte que font les hommes.

Les défenseurs du palmier à huile ont salué le système mama lus fruit comme un succès remarquable, car il permet d'augmenter la quantité de fruits récoltés, d'introduire les femmes dans la production de palmier à huile et d'augmenter les revenus de ces dernières. Néanmoins, le système est désigné surtout pour augmenter l'efficacité de la récolte et le rendement de l'usine plutôt que pour augmenter l'autonomie des femmes. Avant son implantation, les fruits perdus représentaient 14 % de la récolte des petits propriétaires et se traduisaient par une perte de bénéfices importante pour l'industrie, dont les pertes annuelles globales sont estimées à 300 millions USD par an.

Au plan local, le système mama lus fruit a une connotation différente : il est associé à la prostitution. D'après un chercheur de la PNG qui a interviewé de nombreuses personnes aux fins d'une étude, ce système encouragerait un commerce sexuel florissant :

– les femmes qui ont désespérément besoin d'argent auraient des rapports sexuels avec les hommes pour qu'ils laissent tomber davantage de fruits, qu'elles pourront ramasser ;

– les femmes qui travaillent dans les plantations de palmier à huile sont maintenant plus nombreuses, ce qui augmente les opportunités de commerce sexuel.

Cette situation a dissuadé les récolteuses authentiques d'adhérer au système, car elles craignent qu'on les prenne pour des prostituées. Certaines femmes interviewées ont dit qu'elles n'allaient pas ramasser des fruits à moins de se faire accompagner par un homme.

Fin août 2001, 3 271 femmes avaient chacune sa « mama card ». Elles représentaient 67 % des petits propriétaires. Pourtant, leurs recettes ont été très faibles en proportion : environ 26 % du total. En 2000, les femmes étaient payées 0,70 USD par semaine, pour un travail médiocre et éreintant qui consiste à ramasser par terre des fruits tombés. Il est vrai que le système donne aux femmes l'opportunité de gagner un peu d'argent et de subvenir aux besoins de leur famille. Mais on peut difficilement considérer cela comme un succès pour les femmes, et encore moins pour leur émancipation !

Lee Tan, Australian Conservation Foundation, adresse électronique : L.Tan@acfonline.org.au, www.acfonline.org.au

[index](#)

– Swaziland / Afrique du Sud / Ouganda : l'illusion de stocker du carbone dans les plantations d'arbres part en fumée

Fin juillet, des incendies de forêt ont ravagé une partie du Swaziland et de l'Est de l'Afrique du Sud, faisant une vingtaine de victimes, tuant des milliers de têtes de bétail et d'animaux sauvages, réduisant des foyers en cendres et détruisant des champs et des plantations. Dans les deux pays, les pompiers et le personnel de secours ont été débordés. C'était une véritable catastrophe.

Les rapports de l'IOL (Independent OnLine) signalent que près de 80 % de la campagne autour de la ville sud-africaine de Paulpietersburg, dans la province de KwaZulu-Natal, ont été dévastés. Cette région, où il y a de nombreuses plantations d'arbres, a été l'une des plus fortement touchées.

D'après FSC-Watch, les incendies au Swaziland ont commencé dans les plantations certifiées par le FSC appartenant à l'entreprise Mondi (qui aurait été achetée maintenant par la société nord-américaine Global Emerging Markets Forestry Investors LLC), dans la région de Piggs Peak. Le feu a affecté aussi une partie d'une autre plantation certifiée par le FSC, appartenant à Sappi, encore une société sud-africaine de la pâte et du papier.

Les effets nuisibles des plantations sur la société et l'environnement ont été dénoncés à maintes reprises (voir les bulletins du WRM, <http://www.wrm.org.uy/countries/SouthAfrica.html#articles>); pour beaucoup, elles ne pouvaient qu'aboutir à un désastre. Maintenant que le désastre s'est produit, des doigts accusateurs se tournent contre le FSC pour avoir validé un système de plantation qui n'apporte aux gens que de graves problèmes.

FSC-Watch dit que « 80 % des 19 500 hectares de plantations de Mondi auraient été détruits par le feu, ainsi qu'environ 7 % des plantations de Sappi ». « La SGS, qui a certifié les plantations de Mondi, avait signalé dans sa première évaluation que 'la gestion physique des risques d'incendie et l'adoption de mesures de contrôle des incendies mises en œuvre par des équipes de pompiers bien entraînées et bien équipées est inhérente à toute bonne pratique sylvicole'. Maintenant que l'une des plantations de Mondi est partie en fumée en emportant plusieurs vies, la SGS devrait sans doute conclure qu'elle n'était pas gérée de conformité avec 'une bonne pratique sylvicole'. »

Cette tragédie met au clair également que l'idée de faire des plantations d'arbres pour les utiliser comme dépotoirs de carbone est irréalisable, comme le montre ce qui s'est passé en Ouganda, où les agriculteurs ont abattu une partie considérable des forêts néerlandaises pour le piégeage de CO₂.

L'origine du conflit est à trouver dans un accord signé en 1994 par la fondation néerlandaise FACE ('forêts pour l'absorption d'émissions de dioxyde de carbone') et les autorités de l'Ouganda, pour planter des arbres sur une bande de 25 000 hectares, large de trois kilomètres, à l'intérieur des limites de 211 kilomètres de long du parc national du mont Elgon, une zone fortement controversée.

Environ 9 000 hectares y ont été plantés d'arbres depuis 1993. Ces arbres étaient censés piéger et stocker du carbone, pour compenser les émissions de quelques entreprises néerlandaises et celles des voyages par avion. Ils devaient rester sur pied pendant cent ans.

Ce projet a été très mauvais pour les villageois de la région, qui non seulement ont été expulsés de leur terre mais ont perdu la possibilité d'accéder à la forêt. Des gens qui vivaient sur les limites du parc ont été battus et on a tiré sur eux ; on les a privés de leurs terres, qui ont été annexées au parc national, et leur bétail a été confisqué par les gardes armés du parc national qui surveillaient les « arbres à carbone ». Ils se sont retrouvés sans terre et sans travail (voir le bulletin n° 115 du WRM et la publication « A funny place to store carbon », <http://www.wrm.org.uy/countries/Uganda/book.html>).

Tout au long de l'année dernière, les paysans expulsés ont repris leur ancienne terre, ils ont abattu les arbres et ils en ont fait du charbon, pour transformer 1 300 hectares de terres en champs cultivables. Jeroen Trommelen, du journal néerlandais De Volkskrant, a rapporté que FACE avait suspendu la vente des crédits d'émission de ses plantations ougandaises jusqu'à ce que les conflits fonciers soient résolus.

L'année dernière, ces crédits ont été vendus à une entreprise énergétique néerlandaise pour compenser l'incidence climatique de l'utilisation de combustibles fossiles. FACE ne souhaite pas donner le nom de cette entreprise. Jusqu'à l'année dernière, ces crédits avaient été vendus par l'intermédiaire de l'organisation Greenseat, une société néerlandaise qui compte, parmi ses clients, Amnesty International, The British Council et Body Shop.

À l'heure actuelle, sur les 3,4 millions d'arbres qui ont été plantés, près de 500 000 ont déjà libéré dans l'atmosphère le carbone qu'ils avaient piégé (soit environ 182 000 tonnes de CO₂), du fait d'avoir été transformés en charbon. Comme dit Trommelen, « une partie du dioxyde de carbone qui était stocké dans le bois pour compenser les émissions est donc parti en fumée ».

Face à la catastrophe mondiale que comportent l'augmentation de la concentration de CO₂ dans l'atmosphère (qui est passée de 280 parts par million à l'époque préindustrielle à près de 380 ppm de nos jours) et la possibilité que la température continue d'augmenter à l'avenir, ce remède axé sur le marché s'est avéré non seulement incapable de résoudre le problème mais susceptible de l'aggraver.

Article fondé sur des informations tirées de : "Swaziland: fires in certified plantations spark national emergency", FSC-Watch, http://www.fsc-watch.org/archives/2007/08/28/Swaziland_fires_in_certified_plantations_spark_national_emergency ; "South Africa Fires", IOL (Independent Online), http://www.fire.uni-freiburg.de/GFMCnew/2007/07/0730/20070730_sa.htm ; "Farmers in Uganda cut down considerable part of Dutch CO-2 forests", Jeroen Trommelen, De Volkskrant, divulgué par Simone Lovera, Global Forest Coalition, adresse électronique : simonelovera@yahoo.com, <http://www.globalforestcoalition.org>

[index](#)

– Uruguay : les conditions de travail dans deux pépinières forestières certifiées par le FSC

Depuis des années, le WRM fait connaître les répercussions sociales et environnementales de la monoculture d'arbres, mais nous n'avons pas d'informations sur le premier maillon de la chaîne : les pépinières où sont produits les millions de semis destinés à la plantation. À présent, une enquête vient d'être terminée concernant les conditions de travail et l'usage de produits agrochimiques toxiques dans les pépinières des deux principales entreprises forestières certifiées en Uruguay par le Forest Stewardship Council – FSC : Eufores (Ence – Espagne) et FOSA (Metsa Botnia – Finlande). (1)

Les deux entreprises appliquent la technologie la plus moderne dans leurs pépinières, où elles produisent surtout des clones d'eucalyptus. Le clonage se fait par bouturage, avec un équipement spécialisé, à partir de rameaux prélevés sur les « plantes mères ». Les boutures sont des tiges avec quelques feuilles au bout. Elles restent dans la pépinière jusqu'à ce qu'elles prennent racine et sont ensuite transportées à l'extérieur pour les rendre plus résistantes avant de les planter à leur emplacement définitif.

Si la production de plantes se fait avec une technologie « de pointe » (en ce qui concerne les installations d'arrosage, les serres et tout un paquet de produits chimiques), dans le cas des conditions de travail la situation est toute autre.

La première caractéristique à remarquer est la sous-traitance. Ce régime concerne près de 80 % de la main-d'œuvre

des deux entreprises, constituée par 50-70 personnes dans le cas d'Eufores et par 130 personnes dans le cas de FOSA. La sous-traitance implique que les travailleurs n'ont pas de rapports de travail directs avec l'entreprise productrice. Le travailleur est embauché par l'entreprise sous-traitante mais travaille pour une autre entreprise, dans les locaux et sous la direction et les règles de cette dernière. Dans ces « rapports de travail triangulaires », l'image du véritable employeur devient floue.

D'après les travailleurs, « la sous-traitance des services est une manière d'éviter des problèmes éventuels avec le syndicat et avec les travailleurs en général », car elle les divise en matière de bénéfices et de projection du travail, les empêchant ainsi de s'organiser. Dans la mesure où la sous-traitance condamne les travailleurs embauchés à un travail saisonnier, à l'insécurité et à l'inamovibilité (ils seront toujours des « journaliers non qualifiés » et payés comme tels, même s'ils assurent des tâches spécialisées comme le clonage d'eucalyptus), les travailleurs gardent toujours l'espoir de passer à la catégorie d'employés directs. De ce fait, ils se tiennent souvent à l'écart des activités syndicales, de peur d'être « marqués ».

Chez FOSA, la création du syndicat est toute récente (août 2006), et presque tous ses membres appartiennent à l'entreprise de sous-traitance. Néanmoins, la pression se fait sentir et certains travailleurs ne s'y inscrivent pas de peur d'être perçus comme « rebelles » et de perdre la possibilité d'être embauchés directement par l'entreprise principale.

Le manque de responsabilité sociale des entreprises devient évident lorsqu'on voit que la santé des eucalyptus passe avant la santé des gens. Pour éviter que les plants soient attaqués par des ravageurs ou des maladies, on leur applique de fortes doses de produits chimiques. Eufores utilise même deux produits non autorisés par le FSC : Fundazol (bénomyl, dérégulateur endocrinien qui provoque des mutations génétiques et qui est peut-être cancérigène pour l'être humain) et Flonex (mancozeb, non autorisé parce qu'il est cancérigène). En outre, les deux entreprises appliquent dans leur pépinières du Captan, un fongicide interdit en Finlande en août 2001 pour sa toxicité extrême : il est considéré comme cancérigène, il pollue le sol et la nappe phréatique, il est toxique pour les poissons et il affecte les grenouilles et les oiseaux.

Les travailleurs et les travailleuses sont constamment exposés à ces produits chimiques toxiques qui envahissent l'air dans les pépinières fermées où ils sont appliqués. En outre, l'eau utilisée pour laver les sacs à dos et les autres équipements d'application est déversée au même endroit. N'ayant pas la possibilité de se baigner parce qu'il n'y a pas de douches dans les toilettes, ils rentrent chez eux portant les mêmes vêtements de travail contaminés. Les travailleurs ont signalé que plus de 90 % des enfants des femmes qui travaillent dans la pépinière souffrent d'allergies, de spasmes et d'asthme.

Quant aux contrôles médicaux, ils sont inexistantes chez FOSA. Eufores en fait quelques-uns, mais les travailleurs ne se fient pas aux résultats et ils essaient en ce moment d'obtenir la supervision d'un organisme indépendant, comme le ministère de la Santé.

Parmi les conditions de travail à signaler dans les pépinières d'Eufores et de FOSA figurent l'isolement (qui empêche les travailleurs de se déplacer pendant l'heure de repos de midi, non payée dans le cas de FOSA), l'éloignement des toilettes, leur capacité insuffisante et l'absence de douches déjà mentionnée, l'absence d'extracteurs d'air dans les endroits fermés et les températures élevées qu'ils atteignent (seules les plantes bénéficient de climatiseurs) et l'omission, dans le cas de FOSA, de fournir aux travailleurs certains articles nécessaires pour travailler, comme les gants en latex ; FOSA leur donne des gants en caoutchouc, qui sont moins chers mais compliquent la manipulation.

Les cas d'allergies de la peau, des yeux, des mains, du cou et du reste du corps, qui se manifestent par des éruptions, des démangeaisons et des boursoufflures, abondent chez les travailleuses et les travailleurs exposés à des produits toxiques tels que fongicides, pesticides, hormones et chlore.

Le travail des femmes mérite des considérations particulières. Les entreprises forestières mentionnent avec insistance la création d'emplois féminins, mais n'offrent le plus souvent que des postes de journalières, généralement en sous-traitance et sans possibilité d'avancement. Il existe quelques postes administratifs, mais peu de femmes travaillent au niveau de la direction ; en général, elles sont embauchées comme auxiliaires.

Le régime de travail dans les pépinières rend la maternité difficile. L'absence de crèches, l'éloignement et l'absence de transport obligent les femmes à rester beaucoup d'heures loin de leurs enfants. Les conditions de travail si dures font que les femmes ne puissent pas travailler jusqu'au septième mois et demi de la grossesse, bien qu'elles préfèrent continuer aussi longtemps que possible parce que pendant le congé prénatal anticipé elles touchent un salaire bien inférieur. Mais une femme enceinte a beaucoup de mal à supporter les températures élevées (qui dépassent parfois 40 degrés) et à travailler pendant de longues journées assise ou debout ; ainsi, elles sont obligées de partir en congé de maternité entre le 4e et le 6e mois.

Il faut signaler que la certification des plantations de ces deux entreprises avait déjà été mise en cause lors d'une enquête menée par le WRM (2) ; à présent, cette nouvelle étude sur les pépinières vient s'y ajouter. En effet, le rapport d'enquête conclut que « ces deux entreprises certifiées ne donnent aucune preuve d'être 'environnementalement appropriées, socialement bénéfiques et économiquement viables', comme prévu dans la mission du FSC. Au contraire, elles tirent profit de ce label aux dépens du travail et de la santé des travailleurs et de l'environnement de tous les Uruguayens".

(1) "Condiciones de trabajo y uso de agrotóxicos en dos viveros forestales", août 2007, RAPAL-Uruguay, <http://www.guayubira.org.uy/trabajo/viveros.pdf>

(2) "Maquillaje Verde. Análisis crítico de la certificación de monocultivos de árboles en Uruguay por el FSC", mars 2006, Mouvement mondial pour les forêts (WRM), <http://www.wrm.org.uy/paises/Uruquay/libro.pdf>

[index](#)

LES ARBRES GM

– ArborGen : la société de recherche en arbres GM la plus grande du monde prévoit de s'élargir encore

En août 2007, ArborGen a passé un accord par lequel cette entreprise se rapproche dangereusement de son objectif de « jouer un rôle prééminent dans la production mondiale et la vente à l'industrie forestière d'arbres modifiés par bio-ingénierie ».

Lorsque cette affaire de 60 millions USD sera conclue, ArborGen prendra à sa charge les pépinières d'arbres et les champs de production de semences de ses trois propriétaires : MeadWestvaco et International Paper aux États-Unis, et Rubicon Limited en Nouvelle-Zélande et Australie. ArborGen deviendra le premier producteur mondial de semis d'arbres, et ses activités auront lieu à 20 endroits différents dans quatre pays. La société estime qu'elle vend chaque année 350 millions de semis d'arbres, qui lui rapportent un total de 25 millions USD par an. Pour l'instant, les arbres GM d'ArborGen ne sont pas dans le circuit commercial mais, lorsque la société commencera à les vendre, le contrat qu'elle vient de passer lui permettra d'accéder immédiatement à un énorme marché tout fait.

Aux termes du contrat, l'entreprise Horizon2 de Rubicon fera partie d'ArborGen. Elle produit des semis d'arbres pour l'industrie des plantations de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. En outre, elle fait des recherches en eucalyptus et pins radiata transgéniques, dans le but de produire des arbres avec moins de lignine, à croissance plus rapide, résistants aux insectes, tolérant le stress et avec un comportement altéré du fleurissement.

En Nouvelle-Zélande également, ArborGen a signé un accord de recherche et développement avec Scion, une

organisation étatique pour la recherche forestière. L'objectif de cette recherche est d'identifier les gènes responsables de la vitesse de croissance et d'autres caractéristiques intéressantes pour l'industrie des plantations.

Le directeur général de Rubicon, Luke Moriarty, considère que le marché potentiel est en expansion continue. « Les ventes annuelles des semis forestiers atteignent des milliards, elles augmentent chaque année et s'étendent sur toute la planète », a-t-il dit aux actionnaires en juillet 2005. De plus, ArborGen a accaparé le marché des arbres GM. « Dans ce domaine, ArborGen n'a pas de concurrents », dit Moriarty.

Dans l'espoir de profiter du boom des biocarburants, ArborGen a élargi cette année ses recherches pour les y inclure. « L'énergie renouvelable peut créer de nouveaux marchés pour les produits verts », dit la directrice générale de la société, Barbara Wells. Cette société est l'une des partenaires du BioEnergy Science Center, un projet de 125 millions USD financé par le gouvernement des États-Unis et dirigé par le Laboratoire national d'Oak Ridge.

La société prévoit que les arbres GM à faible taux de lignine seront le « premier produit de 'nouvelle génération' d'arbres à être commercialisé ». Quand les arbres ont moins de lignine, il est plus facile de les transformer en pâte, mais la lignine est aussi ce qui fait tenir ensemble les cellules du bois, ce qui permet à l'arbre de rester debout. En réduisant le taux de lignine des arbres, ceux-ci deviennent plus vulnérables aux tempêtes et aux ravageurs, champignons et maladies.

En ce moment, ArborGen fait au Brésil des essais en plein air d'arbres GM avec peu de lignine. La base d'opérations de l'entreprise a été installée à Campinas, dans l'état de Sao Paulo, il y a trois ans. Ces essais ont démarré en 2005. Cette année, la société a obtenu de l'organisme compétent du Brésil (CTN-Bio) l'autorisation de faire un deuxième essai en plein champ de rotation complète d'eucalyptus GM.

Pour l'instant, l'entreprise n'a pas l'autorisation de commercialiser ses arbres GM au Brésil. « Nous avons présenté toute la documentation requise et respecté les directives gouvernementales pour l'établissement des essais. L'information obtenue permettra d'obtenir l'autorisation nécessaire pour en faire un usage commercial », a dit Fabio Brun, directeur d'ArborGen pour l'Amérique latine, dans le site Web de l'industrie forestière, RISI, en mai 2007. D'après RISI, la société travaille en association avec « quelques entreprises qui sont parmi les plus grands producteurs de produits forestiers de la région ».

D'autre part, ArborGen fait des recherches sur un eucalyptus GM supportant le froid, lequel, espère-t-elle, deviendra une source de matière première pour l'industrie de la pâte et du papier dans le Sud des États-Unis. Au début de cette année, ArborGen a obtenu de l'organisme régulateur des États-Unis APHIS (Animal and Plant Health Inspection Service, service d'inspection de la santé animale et végétale) l'autorisation de faire un essai en plein champ de rotation complète dans le district de Baldwin, en Alabama. L'APHIS a décidé que l'essai n'aurait pas « d'impact significatif » et que l'entreprise n'avait même pas besoin de préparer une évaluation d'incidence environnementale.

En décembre 2005, Rubicon a déclaré que « ArborGen a fait de son mieux auprès des autorités brésiliennes et nord-américaines pour faire en sorte que toutes les questions concernant le lancement des produits de la biotechnologie pour les plantations forestières soient bien comprises et que le régime réglementaire à mettre en place soit fondé sur les connaissances scientifiques et applicable dans la pratique ».

Les rapports commodes qu'ArborGen entretient avec les autorités semblent avoir été récompensés. Les experts auxquels s'adresse APHIS pour demander leur avis à propos des essais de ce genre sont des scientifiques forestiers qui travaillent pour le monde universitaire ou pour des producteurs de pâte et de papier. Cet organisme a même demandé l'avis de scientifiques qui travaillent pour deux des entreprises propriétaires d'ArborGen : International Paper et MeadWestvaco. Tous ces experts ont quelque chose en commun : leur intérêt pour que l'on continue de faire des essais d'arbres GM. Il n'est donc pas étonnant qu'au moment de conseiller l'APHIS ils minimisent les risques et ne mentionnent pas le principe de précaution.

- L'Institut forestier européen choisit d'ignorer les effets sociaux « majoritairement négatifs » des arbres GM

L'Institut forestier européen (EFI) vient d'annoncer une déclaration en faveur de la recherche en arbres génétiquement modifiés à laquelle participent plusieurs de ses 131 organisations membres (instituts de recherche, universités et entreprises). Entre 2004 et 2006, l'EFI a été présidé par François Houllier, directeur scientifique de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) qui fait des recherches dans ce domaine, comme d'autres membres encore, tels que le METLA (Institut finlandais de la recherche forestière) et la BHF (Centre fédéral de recherches en foresterie et produits forestiers de l'Allemagne).

La déclaration pro-GM de l'EFI commence par l'affirmation que la recherche en arbres GM est nécessaire « pour fournir aux autorités publiques des données scientifiques et des informations solides et impartiales ». Cela serait raisonnable, si ce n'était que les recherches en arbres GM ne sont pas « neutres » et ne visent pas à fournir des informations aux autorités publiques : elles sont faites pour l'industrie, surtout celle de la pâte et du papier mais, de plus en plus, pour celle des biocarburants.

La déclaration de l'EFI est le résultat de deux années de discussions au sein de l'organisation. En 2005, l'EFI a commandé un document de travail intitulé "Biotechnology in the Forest? Policy Options on Research on GM Trees" (La biotechnologie dans la forêt ? Options politiques de recherche en arbres GM). L'auteur principal de ce document a été David Humphreys, maître de conférences en politique environnementale à l'Université ouverte et auteur de "Logjam: Deforestation and the Crisis of Global Governance".

Bien que ce document de travail affirme que « il n'apparaît aucun argument clair et non ambigu en faveur ou contre les arbres GM », il présente plusieurs arguments solides contre la plantation commerciale d'arbres GM et donc contre la poursuite de la recherche en arbres GM.

« Les arbres vivent plus longtemps que les produits agricoles », dit le document, « de sorte que leur métabolisme peut changer beaucoup d'années après leur plantation. D'autres différences encore sont que la plupart des arbres ne sont pas domestiqués et que les scientifiques connaissent mal les écosystèmes forestiers, par rapport à ce qu'ils savent des écosystèmes agricoles. Les risques écologiques et autres associés aux arbres GM pourraient être plus grands que ceux des cultures agricoles GM ».

Le document signale que les arbres GM représentent une menace pour les forêts (quoique l'inquiétude semble concerner les risques pour l'industrie forestière plutôt que pour les forêts et les gens) : « L'utilisation d'arbres GM pourrait, à long terme, nuire gravement au secteur forestier lui-même en raison de la contamination génétique qui aboutit à l'apparition de forêts plus faibles, de moins en moins résistantes aux stress naturels, comme les attaques de ravageurs devenus résistants aux insecticides produits par les arbres GM ».

Les brevets impliqués dans la recherche scientifique rendront chers les arbres GM. Leur production et leur commercialisation sont des processus onéreux et très spécialisés. Le document signale que « Si l'usage d'arbres GM se popularise et se propage, le secteur forestier lui-même risque de devenir de plus en plus dépendant des entreprises biotechnologiques et des producteurs de semences GM ».

L'introduction de nouvelles technologies fait des gagnants et des perdants. Avec l'introduction des OGM dans le secteur agricole, les gagnants « sont les grandes entreprises biotechnologiques et de semences, tandis que de nombreux petits agriculteurs figurent parmi les perdants ». Si les plantes GM sont stériles, les agriculteurs doivent

acheter chaque année de nouvelles semences. Ces semences sont plus chères parce qu'elles comportent des redevances à payer aux entreprises qui les ont développées. « Le résultat net est le transfert de revenus des agriculteurs pauvres du Sud vers les riches entreprises du Nord, et de nombreux petits producteurs agricoles devront cesser leurs activités ».

De nombreuses organisations de recherche et entreprises favorables à la technologie GM sont dans le Nord. Or, les plantations d'arbres GM s'établiraient surtout dans le Sud. « Le résultat sera probablement l'inégalité sociale », signale le document de travail de l'EFI, autant dans le partage des risques, qui retomberont surtout sur les pays en développement, que dans le partage des bénéfices financiers, qui reviendront surtout aux pays développés ».

Humphreys et ses collègues signalent que les effets des plantations d'arbres GM seraient semblables à ceux des grandes plantations industrielles d'arbres déjà établies dans le Sud : « Les plantations d'arbres à pâte dans le Sud ont eu tendance à utiliser en excès l'eau et la terre disponibles, et à polluer le milieu alentour avec des fertilisants et des pesticides. On peut supposer que les plantations d'arbres GM exigeront davantage à l'environnement, puisque les variétés GM sont manipulées pour accélérer leur croissance ».

Le document de discussion conclut en disant que « si les arbres GM comportent des avantages économiques et écologiques considérables, ils risquent de comporter également de graves inconvénients économiques et écologiques. Les répercussions sociales potentielles de l'introduction d'arbres GM sont majoritairement négatives. La situation juridique des arbres GM n'est pas claire. Tous les aspects de l'introduction d'arbres GM soulèvent des questions graves auxquelles il n'y a pas de réponse évidente ».

Pourtant, l'explication de la décision de l'EFI d'appuyer la recherche en arbres GM se trouve dans le même document de travail : « La plupart des scientifiques experts en OGM travaillent dans des instituts de recherche et des sociétés industrielles ». « On pourrait argumenter que ces scientifiques ont tout intérêt à insister sur les avantages de la biotechnologie et à en minimiser les risques ».

Une phrase tirée de la conclusion du document apporte un argument clair et non ambigu contre les arbres GM : « Les répercussions sociales potentielles de l'introduction d'arbres GM sont majoritairement négatives ». En soutenant la recherche en arbres GM, l'EFI est en train d'ignorer ces répercussions sociales majoritairement négatives.

Chris Lang, <http://chrislang.org>

[index](#)

Bulletin mensuel du Mouvement mondial pour les forêts
Ce bulletin est maintenant disponible également en espagnol, en portugais et en anglais
Éditeur: Ricardo Carrère

Secrétariat International
Maldonado 1858, Montevideo, Uruguay
Mel: wrm@wrm.org.uy
Site internet: <http://www.wrm.org.uy>



